

Berne, 26 octobre 1988

Chère consoeur, cher confrère,

Sixième tentative! Les milieux xénophobes tentent une nouvelle fois de réduire sévèrement le nombre des étrangers en Suisse, plaçant au dernier rang de leurs préoccupations les conséquences de leur fixation politique pour notre pays.

Le Comité romand "contre la sixième initiative xénophobe" m'a prié d'assurer un service de presse pour souligner les dangers de la démarche de l'Action nationale, ravageuse sur les plans humain, social, culturel et économique.

Vous recevez un premier envoi comportant deux articles. Il sera suivi d'une documentation et d'autres textes.

Je vous remercie de réserver un bon accueil à ces envois et je vous prie d'agréer, chère consoeur, cher confrère, mes cordiales salutations.

Raymond Gremaud

Annexes: 2 articles

NB.- Je demeure volontiers à votre disposition (031 22 28 30) pour la fourniture d'articles exclusifs, de documentation ou pour répondre à d'autres vœux de votre part.

## L'ECOLO-NATIONALISME

Le 4 décembre prochain, peuple et cantons se prononceront sur trois initiatives populaires: "Ville-campagne, contre la spéculation foncière", "Pour la réduction de la durée du temps de travail" et, enfin, "Pour la limitation de l'immigration".

Aujourd'hui, nous nous pencherons sur l'initiative xénophobe de l'Action nationale.

Pour la sixième fois, les xénophobes remettent l'ouvrage sur le métier avec une initiative populaire contre une prétendue surpopulation étrangère. Cette fois, la méthode se veut "douce" puisqu'il s'agit non pas d'expulser des travailleurs étrangers régulièrement établis en Suisse, mais de ne pas renouveler des autorisations de séjour, d'en proscrire de nouvelles et de ne pas remplacer les travailleurs étrangers qui quittent notre pays pour diverses raisons.

Le Conseil national a massivement balayé cette initiative, qui n'a trouvé officiellement que trois voix - celles des restes de l'Action nationale sous la coupole - pour la soutenir. Aux Etats, elle a été rejetée à l'unanimité.

Officiellement ? Le nouveau groupe écologiste du Conseil national a fait lors de ce débat un grand numéro de contorsions: c'est indiscutable, les buts de l'initiative lui plaisent, notamment parce qu'il y voit un moyen de briser cette croissance économique, source à ses yeux de tous nos malheurs. Mais il ne la votera pas, de peur d'être assimilé aux nationalistes. Voilà ce que l'on peut retirer de son attitude qui s'est concrétisée par des abstentions ou des absences lors du vote.

L'écolo-nationalisme (un étranger = un pollueur!) fait donc désormais partie du paysage du Conseil national. Il se manifestera toutes les fois où il sera question de nos rapports avec l'étranger, que cela soit dans des domaines techniques - on l'a d'ailleurs aussi vu avec le dossier de la largeur des camions - ou humains - présence de travailleurs étrangers établis régulièrement en Suisse. Cette clarification est bienvenue.

Enfin, il ne faut pas confondre main-d'oeuvre immigrée et demandeurs d'asile. L'OFIAMT l'a bien compris lorsque son directeur s'est insurgé contre une proposition des services du délégué aux réfugiés visant à inclure dans le contingent des permis de travail délivrés chaque année une partie des requérants d'asile.

Il faut le savoir, et la plupart des Suissesses et des Suisses en sont d'ailleurs conscients: la présence de travailleurs étrangers dans notre pays répond fondamentalement à deux besoins. Celui de l'économie suisse, incapable de "tourner" seule (songez aux secteurs hospitalier, informatique, du bâtiment, de la restauration!) et celui des travailleurs immigrés provenant de pays au marché du travail morose. C'est la raison pour laquelle ils rejeteront la sixième initiative de l'Action nationale.

Philippe Boillod

## L'ECOLO-NATIONALISME

Le 4 décembre prochain, peuple et cantons se prononceront sur trois initiatives populaires: "Ville-campagne, contre la spéculation foncière", "Pour la réduction de la durée du temps de travail" et, enfin, "Pour la limitation de l'immigration".

Aujourd'hui, nous nous pencherons sur l'initiative xénophobe de l'Action nationale.

Pour la sixième fois, les xénophobes remettent l'ouvrage sur le métier avec une initiative populaire contre une prétendue surpopulation étrangère. Cette fois, la méthode se veut "douce" puisqu'il s'agit non pas d'expulser des travailleurs étrangers régulièrement établis en Suisse, mais de ne pas renouveler des autorisations de séjour, d'en proscrire de nouvelles et de ne pas remplacer les travailleurs étrangers qui quittent notre pays pour diverses raisons.

Le Conseil national a massivement balayé cette initiative, qui n'a trouvé officiellement que trois voix - celles des restes de l'Action nationale sous la coupole - pour la soutenir. Aux Etats, elle a été rejetée à l'unanimité.

Officiellement ? Le nouveau groupe écologiste du Conseil national a fait lors de ce débat un grand numéro de contorsions: c'est indiscutable, les buts de l'initiative lui plaisent, notamment parce qu'il y voit un moyen de briser cette croissance économique, source à ses yeux de tous nos malheurs. Mais il ne la votera pas, de peur d'être assimilé aux nationalistes. Voilà ce que l'on peut retirer de son attitude qui s'est concrétisée par des abstentions ou des absences lors du vote.

L'écolo-nationalisme (un étranger = un pollueur!) fait donc désormais partie du paysage du Conseil national. Il se manifestera toutes les fois où il sera question de nos rapports avec l'étranger, que cela soit dans des domaines techniques - on l'a d'ailleurs aussi vu avec le dossier de la largeur des camions - ou humains - présence de travailleurs étrangers établis régulièrement en Suisse. Cette clarification est bienvenue.

Enfin, il ne faut pas confondre main-d'oeuvre immigrée et demandeurs d'asile. L'OFIAMT l'a bien compris lorsque son directeur s'est insurgé contre une proposition des services du délégué aux réfugiés visant à inclure dans le contingent des permis de travail délivrés chaque année une partie des requérants d'asile.

Il faut le savoir, et la plupart des Suissesses et des Suisses en sont d'ailleurs conscients: la présence de travailleurs étrangers dans notre pays répond fondamentalement à deux besoins. Celui de l'économie suisse, incapable de "tourner" seule (songez aux secteurs hospitalier, informatique, du bâtiment, de la restauration!) et celui des travailleurs immigrés provenant de pays au marché du travail morose. C'est la raison pour laquelle ils rejeteront la sixième initiative de l'Action nationale.

Philippe Boillod

## TROUVER UN JUSTE EQUILIBRE

Au milieu d'une Europe qui ne s'est pas encore remise de la crise économique provoquée par la manipulation des prix du pétrole et dont les principaux pays connaissent un chômage quasi endémique, la Suisse reste un havre de paix, de prospérité, de bien-être et surtout de plein emploi.

Il ne faut dès lors pas s'étonner que notre pays constitue un pôle d'attraction pour ces milliers de travailleurs d'Europe méridionale et maintenant aussi du Moyen-Orient qui n'ont aucun espoir de trouver une occupation lucrative dans leur pays d'origine.

Tout le monde s'accorde à dire que la Suisse ne peut simplement dans de telles conditions ouvrir ses frontières au libre échange de la main-d'oeuvre. On assisterait à une "invasion" dont les conséquences sont difficiles à évaluer toutes, mais dont une pour le moins est certaines: une violente réaction populaire de rejet de ces immigrés. Notre économie est prospère, mais il lui serait impossible d'occuper tous ces travailleurs, ce d'autant plus que la plupart d'entre eux ont une formation professionnelle sommaire.

Pourtant, les hôpitaux, les restaurants, les hôtels, les entreprises de la construction, du génie civil et les industries ont absolument besoin de collaborateurs étrangers, d'une part parce que les Suisses ne veulent plus exécuter certains travaux pénibles ou salissants, d'autre part, à l'inverse, parce que nous manquons de cerveaux, notamment dans le secteur de l'électronique.

Nous avons besoin de travailleurs étrangers, mais leur nombre doit être limité. Les responsables qui ont en charge la politique suisse en matière de main-d'oeuvre ont la tâche délicate de trouver un juste équilibre tenant compte aussi bien des variations saisonnières que des fluctuations de la conjoncture.

C'est ce que ne veulent pas comprendre les milieux de l'Action nationale dont l'unique cheval de bataille est la lutte contre la présence d'étrangers en Suisse. Ils aimeraient contraindre les autorités fédérales en inscrivant dans la Constitution des normes précises et chiffrées. C'est impossible et dangereux. Et pourtant, l'Action nationale vient de récidiver en proposant au peuple suisse une sixième initiative xénophobe qui demande qu'en quelques années l'effectif des travailleurs étrangers en Suisse soit réduit de 290 000!

Vu les répercussions que cela pourrait avoir sur notre économie, on refusera de lier les mains de ceux qui ont la tâche délicate de fixer les contingents de la main-d'oeuvre venant de l'étranger. Et l'on votera non le 4 décembre à la sixième initiative xénophobe.

R. V.